



**SEANCE D'OUVERTURE DE LA CINQUANTE TROISIEME
SESSION DE LA CONFERENCE MINISTERIELLE DE LA CEA
Lundi 22 mars 2021 à 9h00**

MOT DE BIENVENUE DE MONSIEUR LE MINISTRE

Excellencies, ladies and gentlemen,

Welcome to all of you and thank you all very much for attending this 53rd session of the Conference of African Ministers of Finance, Planning and Economic Development.

On behalf of my colleagues on the outgoing Bureau of the Conference, I wish to extend my deepest gratitude to Her Excellency the Executive Secretary of the Economic Commission for Africa (E.C.A), Mrs. Vera Songwe, and to all E.C.A staff and management for the support given to us during our tenure in office.

I now declare open the 53rd session of the Conference of African Ministers of Finance, Planning and Economic Development

ALLOCUTION DE MONSIEUR LE MINISTRE

Excellence, Madame la Secrétaire exécutive de la CEA,

Excellence, Monsieur le Premier Ministre de la République démocratique fédérale d'Éthiopie,

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des Organisations Internationales,

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur de prendre la parole, aujourd'hui, à l'ouverture de cette 53^{ème} session de la Conférence des Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, qui intervient, comme vous le savez, dans une conjoncture pour le moins difficile et jonchée d'incertitudes.

J'aurais aimé que ma participation à cette Conférence se fasse en présentiel, de manière à pouvoir échanger directement avec vous. Malheureusement, le contexte de la pandémie que nous traversons, nous contraint tous à limiter nos déplacements et à nous soumettre aux contraintes de distanciation.

En ces temps difficiles et incertains, je souhaite que, ensemble, nous puissions poursuivre nos missions et protéger nos concitoyens, surtout les plus vulnérables d'entre eux.

J'aimerais réitérer, à cette occasion, mes remerciements aux membres de la Conférence des Ministres de la CEA pour la confiance dont ils ont fait preuve à l'égard du Maroc, en me confiant la présidence du Bureau de la Conférence des Ministres, suite à l'élection organisée en mars 2019 à Marrakech, dans le cadre de la 52^{ème} session de la Conférence.

Je saisis également cette occasion pour remercier leurs Excellences les Ministres Chargés des finances, de la planification et du développement économique de l'Éthiopie, de la Zambie, du Togo et de la Guinée équatoriale, pour leur engagement actif et leur contribution précieuse aux travaux de ce Bureau que j'ai eu l'honneur de présider.

J'aimerais également féliciter son Excellence l'Ambassadeur Représentant Permanent du Royaume du Maroc auprès de l'Union Africaine et de la CEA, M. Mohamed Arrouchi, pour l'excellent travail accompli sous sa présidence lors des réunions du Bureau de la Conférence au niveau des Ambassadeurs, tenues tout au long de cette mandature.

Je ne manquerais pas, également, de saluer les efforts louables déployés par la CEA, sous le leadership engagé de Madame la Secrétaire Exécutive, en tant que partie intégrante du paysage institutionnel régional en Afrique, et son accompagnement constructif aux pays membres pour concrétiser cette ambition qui nous anime tous, d'une Afrique autonomisée, inclusive et transformée.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, cette 53^{ème} session de la Conférence des Ministres devait se tenir en mars 2020, conformément aux statuts de la CEA. Son report à 2021, à l'instar de bien d'autres événements internationaux, a été l'une des multiples facettes d'une pandémie doublée d'un choc économique comme le monde en a rarement vu.

La pandémie de la COVID-19 et les répercussions socio-économiques qu'elle a engendrées marqueront, pour des années encore, notre quotidien, nos économies et notre façon d'appréhender la complexité du monde qui nous entoure.

Cette crise sans précédent, a non seulement mis à l'épreuve nos systèmes économiques et nos modèles de croissance, mais elle a également challengé notre résilience, notre agilité et notre capacité à innover, à tel point que le monde post-COVID-19, s'annonce d'ores et déjà, à bien des égards, en profonde rupture avec le monde d'avant.

Au niveau mondial, la pandémie de la COVID-19 a fait plonger les taux de croissance des économies avancées à des planchers jamais atteints depuis la seconde guerre mondiale. Les mesures de confinement et les restrictions de voyage ont donné un coup de frein à l'activité économique, touchée de plein fouet par la perturbation des chaînes d'approvisionnement et le ralentissement de la demande et des investissements dans un climat d'incertitude.

Sur notre continent, la crise a provoqué, pour la première fois depuis deux décennies, une contraction du PIB africain, principalement en raison de l'impact des mesures de confinement sur les niveaux d'activité, la faiblesse de la demande extérieure, la baisse des prix mondiaux des produits de base et le ralentissement des flux d'investissement.

L'Afrique a également payé un lourd tribut en vies humaines, avec plus de 108 milles décès déclarés et environ 4 millions de personnes infectées.

Si l'impact économique a été contrasté selon les régions, il n'en demeure pas moins que cette crise a mis en exergue les vulnérabilités latentes de l'ensemble des pays africains, qu'il s'agisse de la faible diversification des structures économiques, la sur-dépendance aux exportations des matières premières, le faible développement des infrastructures numériques ou de l'insuffisance des systèmes de santé et de protection sociale.

Dans ce contexte, la thématique choisie pour cette 53^{ème} session de la Conférence des Ministres, « ***l'industrialisation et la diversification durables de l'Afrique à l'ère du numérique dans le contexte de la COVID-19*** », trouve toute sa pertinence eu égard au rôle que pourraient jouer l'industrialisation et la numérisation pour relever les défis auxquels fait face le Continent.

En effet, les nouvelles technologies numériques permettent non seulement d'améliorer la résilience des pays africains face à des chocs exogènes de plus en plus imprévisibles, mais elles peuvent également amorcer un processus d'industrialisation durable qui contribuerait à diversifier les économies africaines, accroître leur valeur ajoutée, réduire

leur dépendance à l'égard de l'extérieur, augmenter leur productivité et à améliorer leur capacité de création d'emplois.

Ce brassage de l'industrie et du numérique, souvent qualifié de « 4^{ème} révolution industrielle », présage d'un changement de paradigme en matière de politiques de développement, offrant, néanmoins, autant d'opportunités que de défis pour notre continent :

- En effet, **et pour ce qui est des opportunités**, en s'engageant sur la voie de l'industrialisation durable, l'Afrique aura une occasion historique de combler son déficit de développement sans hypothéquer le bien-être et les ressources des générations futures.

L'intégration des technologies numériques dans les processus industriels permettra également, à de nombreux pays africains, de faire évoluer leurs modèles de croissance, fondés sur les exportations des produits de base, vers des modèles plus diversifiés, basés sur la transformation créative de valeur ajoutée.

Ces nouvelles technologies offrent également la possibilité de se positionner sur des créneaux de chaînes de valeur mondiales à plus forte valeur ajoutée. Sans compter, par ailleurs, l'essor attendu du commerce électronique qui recèle un potentiel de développement considérable, dans un contexte de massification de l'accès aux technologies mobiles et aux systèmes de paiement électroniques.

Ce seront autant d'opportunités pour les 10 à 12 millions de jeunes africains qui arrivent sur le marché du travail chaque année.

- **En termes de défis**, le succès de l'industrialisation durable et de la numérisation de l'économie restera tributaire de la capacité de l'Afrique à combler ses nombreux déficits en particulier, en termes d'infrastructures, de compétences et, bien entendu, de financement.

Il s'agit là d'une entreprise collective, qui transcende les frontières nationales et qui appelle une coopération soutenue entre les pays africains, dans le cadre d'une vision globale et fédératrice qui permet l'échange des expériences et la mutualisation des ressources.

Le lancement, en janvier dernier, de la phase opérationnelle de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) constitue, à cet égard, une avancée majeure qui servira certainement de catalyseur à l'industrialisation de notre continent, en abolissant les restrictions au commerce intra-africain et en favorisant le développement d'écosystèmes industriels régionaux.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je ne développerai pas davantage les préalables nécessaires à la réussite de l'industrialisation durable en Afrique pour laisser le soin d'en débattre aux éminents décideurs et experts qui animeront les tables rondes de haut niveau programmées dans le cadre de cette Conférence.

Je reviendrai, néanmoins, sur la question du financement de la transformation structurelle de notre continent qui reste posée avec acuité, dans un contexte de rétrécissement des marges de manœuvre budgétaires et d'endettement accru.

J'aimerai saluer, à cet égard, la qualité des travaux et les orientations de politique économique de la CEA en matière de mobilisation des ressources intérieures, de lutte contre les flux financiers illicites et de promotion des nouvelles formes de partenariat, qui constituent autant de moyens de renforcer la capacité des pays africains à financer leurs programmes de développement en général et leurs projets d'industrialisation et de numérisation en particulier.

Ces leviers de financement seront néanmoins insuffisants, si l'on ajoute aux défis de l'industrialisation et de la numérisation, ceux de la croissance inclusive, de l'intégration régionale et de la lutte contre le changement climatique, pour ne citer que ceux-là.

Dès lors, la mobilisation de nouvelles sources de financement innovantes, notamment à travers des Partenariats Public-Privé, devient impérative. Une implication plus active de la communauté financière internationale

dans ces efforts est également essentielle pour accompagner les pays africains dans leurs processus de transformation économique.

Dans ce cadre, je tiens particulièrement à saluer les efforts déployés par la CEA, au lendemain de l'éclatement de la pandémie, pour mobiliser l'appui de la communauté financière internationale pour l'initiative de suspension du service de la dette. Ces efforts se poursuivent aujourd'hui dans le sens du soutien de l'accès des pays africains aux marchés financiers, du renforcement de la mobilisation des financements concessionnels et de la stimulation des prêts des banques de développement.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'organisation réussie de cette 53^{ème} session de la Conférence des Ministres de la CEA, dans les conditions difficiles que nous connaissons, est en soi un exemple concret de la capacité de l'Afrique à agir et à innover face aux aléas de la conjoncture et aux défis de notre époque. Cette capacité devrait constituer la force motrice de l'ambition commune de développement et de transformation qui nous réunit aujourd'hui.

A cet égard, le Royaume du Maroc, fidèle à son engagement infaillible pour le renforcement de la coopération africaine et l'émergence d'une Afrique forte et autonome, reste disposé à soutenir cette ambition.

Je souhaite plein succès au nouveau Bureau de la Conférence qui sera désigné tout à l'heure.

Je vous remercie pour votre aimable attention.